

1 3 -09- 2005

1 1 -10- 2005

NR.
N°76.691 f/c/114^e

III/1

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 5 SEPTEMBRE 2005 MODIFIANT ET PROLONGEANT LA CCT DU 20 SEPTEMBRE 1990, CONCLUE AU SEIN DE LA COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES BRIQUES, PORTANT COORDINATION DES STATUTS DU FONDS SOCIAL POUR L'INDUSTRIE BRIQUETIERE.

STATUTS

CHAPITRE 1er.- DENOMINATION, SIEGE, OBJET.

Article 1er.- Les statuts du fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social pour l'industrie briquetière", conformément à la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, institué par les CCT des 28 octobre 1966 et 25 mai 1967, rendue obligatoire par arrêté royal du 3 octobre 1967, telle que modifiée par des conventions collectives de travail rendues obligatoires ultérieurement, sont coordonnés tels qu'ils figurent à l'annexe de la présente convention collective de travail.

La convention collective de travail, reprise en annexe, entre en vigueur le 20 septembre 1990. La convention collective de travail est conclue pour une période d'un an. Chaque année, elle est prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie des briques, et aux organisations qui y sont représentées.

Art. 2.- Le siège social du Fonds est établi rue des Chartreux 19 bte 19, 1000 Bruxelles. Il peut, par décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie des briques, être transféré en tout autre endroit en Belgique.

Art. 3.- Le Fonds a pour but :

- 1° d'octroyer des avantages sociaux complémentaires aux ouvriers visés à l'article 4b;
- 2° de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du Fonds;
- 3° d'assurer le paiement des avantages.

CHAPITRE II.- CHAMP D'APPLICATION.

Art. 4.- Les présents statuts s'appliquent :

- a) aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire nationale de l'industrie des briques;
- b) aux ouvriers occupés par les employeurs visés sous a).

Par ouvriers, il faut comprendre ouvriers et ouvrières.

Cette convention collective de travail n'est pas d'application pour la N.V. SCHEERDERS-VAN KERCHOVE'S Verenigde Fabrieken à St-Niklaas ni aux ouvriers qui y sont employés.

CHAPITRE III.- BENEFICIAIRES, MODALITES
D'OCTROI ET DE LIQUIDATION.

Art. 5.- Les ouvriers visés à l'article 4 b) ont droit à des avantages sociaux complémentaires à charge du Fonds dans la mesure et aux conditions fixées dans une convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des briques, rendue obligatoire par arrêté royal.

Art. 6.- La nature, le montant, les conditions d'octroi et les modalités d'octroi et de liquidation des avantages visés à l'article 5, ainsi que les bénéficiaires sont fixés, éventuellement sur proposition du conseil d'administration du Fonds, dans une convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des briques, rendue obligatoire par arrêté royal.

CHAPITRE IV.- GESTION.

Art. 7.- Le Fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des employeurs et des travailleurs. Ce conseil est composé de dix-huit membres effectifs, à savoir neuf délégués des employeurs et neuf délégués des travailleurs. Le même nombre de membres suppléants est nommé.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par la Commission paritaire de l'industrie des briques, parmi les membres effectifs ou suppléants de ladite Commission ou d'une Sous-commission paritaire de l'industrie des briques. Leur mandat expire au moment où ils cessent d'être membre de la Commission paritaire

dont ils faisaient partie. Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre appartenant à la même Commission paritaire et au même groupe que le membre dont le mandat prend fin.

Art. 8.- La Commission paritaire pour l'industrie des briques désigne le président appartenant au groupe de la délégation des travailleurs. La Commission paritaire précitée désigne également deux vice-présidents, dont le premier vice-président appartient au groupe de la délégation des travailleurs et le second vice-président appartient au groupe de la délégation des employeurs.

Le premier vice-président exerce la fonction de président en cas d'empêchement de ce dernier.

Art. 9.- Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Celui-ci est tenu de convoquer le conseil chaque fois que trois membres au moins du conseil d'administration en font la demande. Les convocations mentionnent l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des réunions sont établis par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par celui qui a présidé la réunion.

Des extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents ayant droit de vote. Seuls les membres effectifs et les membres suppléants remplaçant un membre effectif ont droit au vote.

Le vote est valable si au moins un membre de chaque organisation représentée au conseil d'administration y participe et à la condition que le point mis au vote ait été explicitement porté à l'ordre du jour de la convocation à la séance.

Art. 10.- Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement. Il possède les pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds. Le conseil d'administration peut ester en justice au nom du Fonds à la poursuite et à la diligence du président ou de l'administrateur délégué à cet effet. Le conseil d'administration peut conférer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers. Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le conseil a donné un mandat spécial, il suffit pour que le Fonds soit valablement représenté envers des tiers, d'apposer les signatures conjointes de deux administrateurs, un de chaque groupe, sans que ces administrateurs ne doivent justifier d'une délibération ou d'une autorisation. Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat; ils n'endossent à l'égard des engagements du Fonds aucune responsabilité personnelle du fait de leur gestion.

CHAPITRE V.- FINANCEMENT.

Art. 11.- Le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visés à l'article 4 a).

Art. 12.- Le montant et les modalités de perception des cotisations des employeurs sont fixés par convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des briques, rendue obligatoire par arrêté royal.

Art. 13.- Les cotisations sont perçues par le Fonds.

Art. 14 .- 1. Sans préjudice des dispositions de l'article 41 de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en matière de privilège, les cotisations au Fonds social doivent être payées par l'employeur dans le même délai que celui fixé pour le versement des cotisations dues à l'Office national de la sécurité sociale, prévu à l'article 34, troisième alinéa, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

2. Les cotisations non versées dans les délais fixés sont majorées de 10 p.c. du montant impayé.

Sur les cotisations qui ne sont pas versées dans les mêmes délais, il est dû, en outre, un intérêt de retard calculé au taux d'intérêt légal.

Cet intérêt commence à courir après l'expiration du délai cité au paragraphe 1 et est dû jusqu'au jour où les cotisations sont payées.

Pour la majoration des cotisations prévues ci-dessus, ainsi que pour l'intérêt de retard, une mise en demeure n'est pas requise.

Les cotisations dues, qui ne sont pas payées à l'issue du délai prévu au paragraphe 1, sont réclamées par toutes voies de droit.

Le conseil d'administration peut, en fonction de certaines circonstances particulières, accorder la remise totale ou partielle de cette majoration et de cet intérêt de retard.

CHAPITRE VI.- BUDGETS-COMPTES.

Art. 15.- L'exercice prend cours le 1er juin et se termine le 31 mai de l'année suivante.

Art. 16.- En vertu de l'article 5 de la loi du 7 janvier 1958, concernant les Fonds de sécurité d'existence, le conseil d'administration établit, à chaque exercice, la partie des recettes pouvant être affectée à couvrir les frais d'administration du Fonds.

Il établit les frais qui peuvent être imputés comme frais d'administration.

Ils comprennent en particulier :

- 1° les frais de perception et de recouvrement des cotisations;
- 2° les frais de liquidation des avantages;

2

3° les frais du contrôle prévu par l'article 13 de la loi précitée.

Art. 17. - Les comptes de l'exercice révolu sont clôturés le 31 mai. La clôture et le bilan doivent être suffisamment précisés en matière comptable.

Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou l'expert-comptable désigné par la Commission paritaire de l'industrie des briques, en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission durant l'exercice révolu.

Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits précités, doit être soumis pour l'approbation à la Commission paritaire de l'industrie des briques au plus tard au courant du mois de décembre.

CHAPITRE VII.- DISSOLUTION, LIQUIDATION.

Art. 18. - Le Fonds ne peut être dissous que par suite d'une décision unanime de la Commission paritaire de l'industrie des briques.

Lorsque le conseil d'administration du Fonds se trouve dans l'impossibilité d'exercer son mandat, notamment par suite d'une divergence d'opinion insoluble, il est mis en demeure endéans les trois mois par la Commission paritaire de l'industrie des briques. Si, dans un délai

de trois mois après la mise en demeure, le conseil d'administration se trouve encore dans la même impossibilité, le Fonds est considéré comme automatiquement dissous.

La Commission paritaire de l'industrie des briques désigne les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et rémunérations et détermine l'affectation du patrimoine.

13 -09- 2005

11 -10- 2005

NR.

N°

76.691/60/114

III/1

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 5 SEPTEMBER 2005 TOT WIJZIGING EN VERLENGING VAN DE CAO VAN 20 SEPTEMBER 1990 GESLOTEN IN HET PARITAIR COMITE VOOR DE STEENBAKKERIJ, HOUDENDE DE COORDINATIE VAN DE STATUTEN VAN HET SOCIAAL FONDS VOOR DE BAKSTEENINDUSTRIE.

STATUTEN.

HOOFDSTUK I.- BENAMING, ZETEL, DOEL,

Artikel 1.- De statuten van het fonds voor bestaanszekerheid, "SOCIAAL FONDS VOOR DE BAKSTEENINDUSTRIE" genaamd, overeenkomstig de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid, opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomsten van 28 oktober 1966 en 25 mei 1967, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 3 oktober 1967, zoals gewijzigd bij latere algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomsten, worden gecoördineerd zoals opgenomen in de bijlage tot deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De in bijlage opgenomen collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 20 september 1990. De collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een termijn van één jaar. Zij wordt ieder jaar stilzwijgend verlengd voor een periode van één jaar behoudens opzegging door één der partijen uiterlijk drie maanden voor het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst, per ter post aangetekend schrijven, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de steenbakkerij en aan de erin vertegenwoordigde organisaties.

Art. 2.- De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd, Kartuizersstraat 19, bus 19 te 1000 BRUSSEL. Hij kan bij de beslissing van het Paritair Comité voor de Steenbakkerij overgebracht worden naar elke andere plaats in België.

Art. 3.- Het fonds heeft tot doel:

- 1° aan de bij artikel 4 b, bedoelde arbeid(st)ers aanvullende sociale voordelen toe te kennen;
- 2° de voor de werking van het fonds nodige bijdragen te innen;
- 3° de uitkering van de voordelen te verzekeren.

HOOFDSTUK II.- TOEPASSINGSGBIED.

Art. 4.- De statuten zijn van toepassing:

- a) op de werkgevers van de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de steenbakkerij vallen;
- b) op de arbeid(st)ers, tewerkgesteld door de sub a bedoelde werkgevers.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de N.V. SCHEERDERS-VAN KERCHOVE'S Verenigde Fabrieken te St. Niklaas en op de arbeid(st)ers die er zijn tewerkgesteld.

HOOFDSTUK III.- RECHTHEBBENDEN, WIJZE VAN TOEKENNING EN UITKERING.

Art. 5.- De in artikel 4, b, bedoelde arbeid(st)ers hebben recht op aanvullende sociale voordelen ten laste van het Fonds voor zover en in de voorwaarden bepaald door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de steenbakkerij, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Art. 6.- De aard, het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de modaliteiten van toekenning en uitkering van de onder artikel 5 bedoelde voordelen, alsmede de rechthebbenden, worden vastgesteld, gebeurlijk op voorstel van de raad van bestuur van het Fonds, bij collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Comité voor de steenbakkerij, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK IV.- BEHEER.

Art. 7.- Het Fonds wordt beheerd door een raad van bestuur paritair samengesteld uit werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers. Deze raad bestaat uit achttien effectieve leden, te weten negen werkgeversafgevaardigden en negen werknemersafgevaardigden. Er worden evenveel plaatsvervangende leden aangeduid.

De leden van de raad van bestuur worden aangewezen door het Paritair Comité voor de steenbakkerij, onder de effectieve of plaatsvervangende leden van dit comité of van een Paritair Subcomité voor de steenbakkerij. Hun mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Comité of van het Paritair Subcomité waarvan zij deel uitmaakten. In dit geval worden zij vervangen door een lid behorend tot hetzelfde paritair comité of Paritair Subcomité en tot dezelfde groep als het lid wiens mandaat een einde neemt.

Art. 8.- Het Paritair Comité voor de steenbakkerij wijst de voorzitter aan die tot de groep der werknemersafgevaardigden behoort. Voornoemd paritair comité wijst eveneens de twee ondervoorzitters aan, waarvan de eerste ondervoorzitter behoort tot de groep van werknemersafgevaardigden en de tweede ondervoorzitter behoort tot de groep van werkgeversafgevaardigden.

Wanneer de voorzitter verhinderd is, oefent de eerste ondervoorzitter zijn functie uit.

Art. 9.- De raad van bestuur vergadert op bijeenroeping van de voorzitter. Deze is er toe gehouden telkens wanneer ten minste drie leden van de raad van bestuur er om verzoeken, de raad bijeen te roepen. De oproepingen vermelden de agenda.

De notulen van de vergaderingen worden opge- maakt door de sekretaris, aangewezen door de raad van bestuur en ondertekend door degenen die de vergadering heeft voorgezeten.

Uittreksels van deze notulen worden ondertekend door de voorzitter of door twee bestuurders.

De beslissingen worden genomen met eenparigheid van stemmen der aanwezige stemgerechtigde leden. Alleen de effectieve leden en de plaatsvervangers die een effectief lid vervangen zijn stemgerechtigd.

De stemming is geldig indien er aan deelgenomen wordt door ten minste één lid van elke in de raad van bestuur vertegenwoordigde organisatie en op voorwaarde dat het ter stemming gebracht punt duidelijk vermeld wordt op de agenda van de bijeenroeping der vergadering.

Art. 10.- De raad van bestuur heeft tot opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen welke nodig blijken voor zijn goede werking. Hij bezit de meest uitgebreide machten voor het beheer en het besturen van het Fonds. De raad van bestuur kan in rechte optreden in naam van het Fonds op vervolging en benaarstiging van de voorzitter of van de daartoe afgevaardigde bestuurder. De raad van bestuur kan bijzondere bevoegdheden aan één of meer zijner leden of zelfs aan derden overdragen. Voor al de handelingen, andere

dan die waarvoor de raad bijzondere opdrachten heeft gegeven, volstaan opdat het Fonds geldig vertegenwoordigd weze tegenover derden, de gezamenlijke handtekeningen van twee bestuurders, één van iedere groep, zonder dat deze bestuurders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken. De bestuurders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en gaan ten opzichte der verbintenissen van het Fonds geen enkele persoonlijke verplichting aan tengevolge van hun beheer.

HOOFDSTUK V.- FINANCIERING.

Art. 11.- Het Fonds beschikt over de bijdragen verschuldigd door de in artikel 4, a, bedoelde werkgevers.

Art. 12.- Het bedrag en de wijze van inning van de bijdragen der werkgevers worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Comité voor de Steenbakkerij, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Art. 13.- De bijdragen worden door het Fonds geïnd.

Art. 14.- 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 41 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeid(st)ers, inzake het voorrecht, moeten de bijdragen aan het Sociaal Fonds door de werkgever worden betaald binnen dezelfde termijn als deze vastgesteld voor de aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid verschuldigde bijdragen, voorzien in artikel 34, derde lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeid(st)ers.

2. De niet binnen de vastgestelde termijnen gestorte bijdragen worden verhoogd met 10 pct. van het onbetaald bedrag.

Op de bijdragen welke binnen dezelfde termijn niet zijn gestort, is bovendien een nalatigheidsintrest verschuldigd, berekend aan de wettelijke rentevoet.

Deze intrest begint te lopen na het verstrijken van de in paragraaf 1 vermelde termijn en is verschuldigd tot op de dag waarop de bijdragen worden betaald.

Voor de hierboven voorziene verhoging van de bijdragen, alsmede voor de nalatigheidsintrest is geen ingebrekestelling vereist.

De verschuldigde bijdragen, welke na de termijn voorzien in paragraaf 1 niet zijn vereffend, worden met alle rechtsmiddelen gevorderd.

De raad van bestuur mag, met inachtneming van bijzondere omstandigheden, van deze verhoging en van deze nalatigheidsintrest geheel of gedeeltelijk kwijtschelding verlenen.

HOOFDSTUK VI.- BEGROTINGEN - REKENINGEN.

Art. 15.- Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 juni en sluit op 31 mei van het volgend jaar.

Art. 16.- Ingevolge artikel 5 van de wet van 7 januari 1958, betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, bepaalt de raad van bestuur elk dienstjaar het deel van de ontvangsten dat mag worden aangewend om de bestuurskosten te dekken.

Hij bepaalt de kosten welke als bestuurskosten mogen worden aangerekend.

Zij omvatten inzonderheid:

III/7

- 1° de kosten van inning en invordering van de bijdragen;
- 2° de kosten van uitkering van de voordelen;
- 3° de kosten van de bij artikel 13 van voornoemde wet bepaalde controle.

Art. 17.- Op 31 mei worden de rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten. De afsluiting en de balans dienen op rekenplichtig gebied voldoende omschreven te zijn.

De raad van bestuur, alsmede de bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Comité voor de steenbakkerij aangewezen revisor of accountant brengen jaarlijks ieder een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen dienstjaar.

De balans, samen met voormelde schriftelijke jaarlijkse verslagen, dienen uiterlijk tijdens de maand december ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de steenbakkerij, te worden voorgelegd.

HOOFDSTUK VII.- ONTBINDING, VEREFFENING.

Art. 18. Het Fonds kan enkel ontbonden worden krachtens een eenparige beslissing van het Paritair Comité voor de steenbakkerij.

Wanneer de raad van bestuur van het Fonds in de onmogelijkheid verkeert zijn mandaat uit te oefenen, ingevolge namelijk een onoplosbaar meningsverschil, wordt hij binnen de drie maand door het Paritair Comité voor de steenbakkerij in gebreke gesteld. Indien binnen de drie maand na de ingebrekestelling de raad van bestuur nog steeds in dezelfde onmogelijkheid verkeert, wordt het Fonds automatisch als ontbonden beschouwd.

10

III/8

Het Paritair Comité voor de steenbakkerij wijst de vereffenaars aan, bepaalt hun machten en bezoldigingen en wijst de bestemming van het vermogen aan.
